

décidé de le confier à M. McShane ou à un autre.

M. TAYLOR (Leeds-sud) : Avez-vous dit un dimanche.

M. BRODER : Oui.

M. TAYLOR : Est-ce possible ?

M. BRODER : Tout est possible à présent. Pour revenir à l'affaire de Washington, le premier ministre a déclaré l'autre soir que le peuple canadien ne veut pas de la réciprocité. C'était une déclaration bien surprenante quand on songe au passé du parti libéral ; mais, alors pourquoi est-il allé à Washington, à l'encontre du sentiment populaire ? Pourquoi ne restait-il pas chez lui ? Pour ma part, je considère que la population a appris avec un grand sentiment de satisfaction que nos commissaires s'en revenaient, et qu'il n'y avait rien de fait. Voici les paroles du premier ministre :

Il y a eu un temps qui n'est pas bien éloigné où les grandes villes de l'Union étaient notre seul marché pour l'écoulement de nos produits, mais, Dieu merci—

Il ne remercie pas les conservateurs, il remercie le ciel—

—ce temps est passé et n'existe plus.

Ose-t-il prétendre que si les libéraux avaient pu faire à leur guise en 1891, ce temps-là serait passé aujourd'hui ? Il doit remercier son étoile, si ce changement est survenu ; car, avec les libéraux au pouvoir, le pays ne serait pas dans la position où il se trouve aujourd'hui.

Si les libéraux avaient réussi en 1891, le Canada ne serait pas aujourd'hui un des pays les plus favorisés du monde entier. Ils peuvent remercier les conservateurs d'avoir défendu le Canada contre les étrangers qui l'attaquaient sous le couvert des principes proclamés par nos adversaires. Leur politique aurait eu pour résultat de mettre le pays à la merci des Etats-Unis, car en matière de commerce, jamais une population de 70 millions ne se soumettra à la règle d'une population de 5 millions.

Aujourd'hui les libéraux remercient le ciel que cela n'ait pas eu lieu et ils ne devraient pas oublier d'en remercier aussi les conservateurs qui ont défendu la place jusqu'à ce que les libéraux eussent recouvré leurs sens.

Pendant que les conservateurs luttaient pour faire un grand pays du Canada, les libéraux le décriaient. Voit-on aujourd'hui les chefs ou même les simples soldats de l'armée conservatrice décrier partout leur pays ? Non, M. l'Orateur. Pendant que les Commissaires canadiens étaient à Washington, travaillant à négocier un traité pour le règlement de toutes les questions en litige, que tous les Canadiens sincères désirent voir régler, le parti conservateur par ses journaux, par la voix de ses chefs, n'a fait qu'aidier au succès des négociations. Cette conduite contraste favorablement avec celle

du parti libéral, lorsqu'il était dans l'opposition et que les conservateurs cherchaient à négocier un traité. Nos adversaires ont tant fait pour empêcher le gouvernement d' alors, de réussir. Je vois avec plaisir que les libéraux ont profité de la leçon de patriotisme que les conservateurs leur ont donnée. Aujourd'hui ils sont loyaux, ils sont sujets britanniques. Mais voyez ce qu'ils étaient en 1891. Ils travaillaient alors à mettre le Canada sous le joug commercial des Etats-Unis. Ce sont les conservateurs qui ont empêché cela. Pendant qu'ils négociaient un traité, les conservateurs se sont même abstenus de traiter les questions en litige, dans les assemblées publiques.

Il faut dire aussi que nos commissaires canadiens se sont dépouillés de leurs meilleurs arguments avant d'aller à Washington. Le Yankee ne donnera rien, s'il peut obtenir ce qu'il désire sans payer. Il est habile et rusé en affaires—les Américains sont un peuple d'hommes d'affaires.

J'aimerais à savoir pourquoi l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton) n'est pas d'accord avec ses amis. Se trouvant à Chicago et croyant pouvoir parler sans s'attirer de désagréments, il a admis que nous avions commis une erreur en accordant l'entrée en franchise du maïs.

Cette erreur fut signalée lors de la discussion sur cette question ; nous avons alors averti les libéraux que cette concession nuirait à toute tentative de négociations que nous pourrions entreprendre avec les Etats-Unis. Ils n'en ont pas moins admis le maïs en franchise et ils sont allés à Washington, avec l'espérance d'être récompensés de ce qu'ils avaient fait pour les Américains. Les Américains ne leur en tiendront pas compte, et nos commissaires l'ont appris à leurs dépens. Avant de partir, ils se croyaient tout puissants et qu'ils allaient négocier un traité que les Américains le voulaient ou non. Mais ils se sont aperçus que les Américains surveillent leurs intérêts et que ce qu'ils ont à faire c'est de surveiller ceux du Canada sans s'occuper de ceux de nos voisins.

Ce n'est que lorsqu'ils auront proposé des lois n'ayant que l'intérêt du Canada en vue qu'ils seront en état de négocier un traité avec les Américains. C'est un fait admis que les hommes d'Etat américains connaissent moins le Canada que les hommes d'Etat de la plupart des autres pays. Cela a porté malheur à nos ministres. Les hommes d'Etat qu'ils ont rencontrés à Washington étaient loin de connaître la véritable position du Canada, ni la valeur réelle de notre commerce.

Je dois dire que je n'ai jamais été bien partisan de faire beaucoup de sacrifice pour obtenir un traité avec les Etats-Unis. Il est vrai que les douze années qu'a duré le traité de 1854 ont été les plus prospères que nous pouvions désirer. Mais à cette époque les conditions étaient telles que les Américains que la guerre forçait à délaisser l'agriculture, avaient besoin de nos produits. Mal-